

## Martin Schulz un peu seul en campagne pour les européennes de mai 2014

Le président du Parlement européen doit être désigné tête de liste des partis socialistes

### Rencontre

Bruxelles  
Bureau européen

Martin Schulz se cherche un adversaire pour les élections européennes de mai 2014. L'actuel président du Parlement européen (PE), en passe d'être désigné, mercredi 6 novembre, par le Parti socialiste européen comme candidat à la succession de José Manuel Barroso est, à ce jour, le seul postulant en lice.

Soucieux de « politiser » le choix du président de la Commission européenne, le social-démocrate allemand y voit une bonne occasion de redorer la légitimité d'une institution affaiblie par la crise de la zone euro.

« Les grandes forces politiques ont besoin d'une compétition pour affronter leur vision de l'Europe », dit-il dans un entretien au Monde : « Il ne faut pas réduire le débat à un affrontement entre les pro- et les anti-Europe », assure-t-il, comme pour enrayer la montée en puissance des extrêmes : « Nous devons offrir le choix entre une Europe du centre droit et une Europe du centre gauche, une Europe libérale et une Europe socialiste, pour aider à sa démocratisation. »

Seul problème pour Martin Schulz (SPD), qui rêve d'en découler avec un candidat « fort » issu de la droite : l'autre grande famille politique, le Parti populaire européen (PPE), hésite à suivre la démarche préconisée par l'actuel président du PE. Dans son camp, Angela Merkel (CDU) tempore à ce sujet, alors que certains prétendants, comme le Français Michel Barnier (UMP), ambitionnent eux aussi de mener la campagne dans l'espoir de succéder à M. Barroso.

« Il ne faut pas s'inquiéter des autres partis, et encore moins de Martin Schulz », aurait assuré la chancelière lors d'une récente discussion sur la question entre dirigeants du PPE, en marge du Conseil européen des 24 et 25 octobre.

Pour elle, même si le Parlement européen est censé élire le patron de la commission, c'est aux chefs d'Etat et de gouvernement de proposer un nom, et, donc, de garder la main sur ce genre de nominations.

« Si le PPE ne veut pas participer à une compétition démocratique en Europe, c'est son problème », réplique Martin Schulz. La « démocratisation » souhaitée par le chef

### Les familles politiques en quête de candidats

Les différentes familles politiques tentent de s'organiser pour préparer les élections européennes de mai 2014, et la formation de la prochaine Commission.

**A droite, la désignation d'un chef de file divise le Parti populaire européen. Aucune décision ne sera prise avant mars. Les écologistes doivent lancer, dimanche 10 novembre, des primaires sur Internet pour départager les six candidats en lice : le Français José Bové, les Allemands Rebecca Harms et Ska Keller, l'Italienne Monica Frassoni, l'Autrichienne Ulrike Lunacek, et la Néerlandaise Jolanda Verburg. Les libéraux vont aborder la question lors d'un congrès à Londres, fin novembre.**

**A ce jour, seul Olli Rehn, le commissaire chargé des affaires économiques, est en lice, mais Guy Verhofstadt pourrait se déclarer. Enfin, le Parti de la gauche européenne devrait quant à lui désigner en décembre Alexis Tsipras, le dirigeant du parti d'opposition grec Syriza, pourfendeur de l'austérité.**

PHILIPPE RICARD

## Washington presse l'Albanie d'accueillir l'arsenal chimique syrien pour destruction

Le premier ministre, Edi Rama, a interdit en septembre l'importation de déchets toxiques

Les Etats-Unis ont sollicité l'Albanie pour qu'elle organise sur son sol la destruction de l'arsenal chimique syrien. Tirana étudie l'offre attentivement. La proposition a été formulée la semaine dernière. Ses détails n'en sont pas encore connus. En visite à Paris, lundi 4 novembre, où il a été reçu par son homologue Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères albanais, Ditmir Bushati, a confirmé au Monde que Washington avait « approché » son gouvernement. « Mais nous n'avons pris aucune décision à ce jour, dit-il. On n'est même pas descendu au niveau des discussions techniques. »

Plusieurs autres pays, sollicités par les Etats-Unis, ont déjà refusé, notamment la Norvège. L'Albanie présente certains avantages, notamment géographiques, en raison de sa proximité et de la facilité d'un possible transport des stocks par voie maritime. En outre, elle dispose d'une expérience particulière dans le domaine de la neutralisation d'arsenal chimique. En 2007, elle était devenue la première nation à entièrement détruire son propre arsenal, accumulé sous le régime du dictateur communiste Enver Hoxha.

Ces stocks – près de 16 tonnes, notamment du gaz moutarde de facture ancienne – auraient été importés dans les années 1970 d'une provenance non spécifiée. Ils ont été découverts fin 2002 dans des bunkers à quelques dizaines de kilomètres de Tirana, parmi les centaines de milliers d'abris construits au cours des décennies précédentes dans tout le pays. La destruction des stocks avait été financée par les Etats-Unis, à hauteur de 35 millions d'euros. Le département de la défense américain avait supervisé l'opération.

Dans le cas de l'arsenal syrien, toutefois, l'ampleur des stocks à éradiquer et les conditions de sécurité en Albanie posent un défi d'une autre ampleur.

Or le temps presse pour Washington. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé que ses inspecteurs, arrivés en Syrie il y a un mois, avaient placé des scellés sur l'ensemble du stock de 1000 tonnes d'agents chimiques et de 290 tonnes d'armes chimiques déclaré par Damas.

Le conseil exécutif de l'OIAC



En 2008, à Gerdec, à 11 km de Tirana, un dépôt de munitions anciennes, qu'une société américaine était chargée de détruire, avait explosé, tuant 26 personnes et en blessant des centaines d'autres. HEKTOR PUSTINA/AP

doit déterminer un calendrier d'ici au 15 novembre. Officiellement, Washington reste optimiste sur la capacité à respecter l'échéance du 30 juin 2014, date butoir à laquelle la destruction devra être achevée.

Pour l'heure, le gouvernement albanais reste très prudent dans son expression. Il est confronté à une équation complexe. Investi premier ministre le 15 septembre,

### « Vu la faiblesse de notre Etat et le haut danger de l'arsenal syrien, on aurait la recette pour un désastre »

**Blendi Kajsii**  
membre de l'Alliance contre l'importation de déchets

après la victoire de son parti aux élections législatives de juin, le socialiste Edi Rama veut préserver l'orientation atlantiste et proeuropéenne de son pays.

Figurant parmi les Etats les plus pauvres d'Europe, l'Albanie a besoin de soutiens occidentaux. Mais d'autres considérations entrent aussi en ligne de compte et

expliquent l'absence de réponse publique, depuis plusieurs jours, à la demande américaine.

En effet, deux jours après son entrée en fonction officielle, Edi Rama a décidé d'interdire l'importation de déchets toxiques, dangereux ou non, tenant ainsi un engagement électoral sur un sujet très sensible en Albanie. En novembre 2011, le gouvernement de centre droit de Sali Berisha avait autorisé l'importation de 55 produits toxiques, provoquant la fureur des organisations de défense de l'environnement.

« L'Albanie postcommuniste n'a pas été très regardante sur les questions environnementales, explique Albert Rakipi, directeur de l'Institut albanais des affaires internationales. Il serait totalement erroné de dire oui aujourd'hui, quelques semaines après l'interdiction décidée par le nouveau gouvernement. Cela créerait de la confusion chez les gens. En plus, ce n'est pas une façon de développer l'Albanie. Si on considère que le tourisme a un vrai potentiel économique chez nous, il faut être conséquent. »

L'Alliance contre l'importation de déchets (AKIP) avait réuni plus

de 64 000 signatures (au-delà de la barre des 50 000 nécessaires), afin d'exiger un référendum sur la question des déchets toxiques. La Cour constitutionnelle avait jugé cette pétition valide. Le référendum devait être organisé fin décembre. C'était avant l'interdiction décidée par le gouvernement Rama.

« Celui-ci est aujourd'hui face à une contradiction majeure, souligne Blendi Kajsii, l'un des représentants de l'AKIP. En Albanie, les gouvernements ont tendance à être serviles vis-à-vis des alliés occidentaux, américains ou européens. Ils cherchent leur légitimité à l'extérieur. Mais qui prend en compte dans ce cas les intérêts albanais ? Vu les faibles capacités administratives de notre Etat et le haut danger de l'arsenal syrien, on aurait la recette pour un désastre. »

Le 15 mars 2008, une explosion dans un dépôt de munitions situé dans le village de Gerdec, près de Tirana, avait fait 26 morts et des centaines de blessés. Une société américaine avait la charge de détruire ces stocks de munitions anciennes, en partenariat avec le ministère de la défense. ■

PIOTR SMOLAR

## Le nord du Kosovo renvoyé à ses tourments, après les incidents lors des élections municipales

Des nationalistes serbes ont détruit des urnes dans plusieurs bureaux de vote à Mitrovica

Trou noir ou zone grise : les expressions utilisées depuis treize ans pour qualifier le nord du Kosovo, peuplé presque exclusivement de Serbes, ne sont pas près de s'épuiser. Les élections municipales organisées au Kosovo, dimanche 3 novembre, ont été émaillées d'incidents dans cette zone. Dans le reste du pays, le vote a eu lieu de façon correcte, selon les observateurs internationaux, avec notamment une forte participation des Serbes vivant dans les enclaves du sud. La participation générale, selon des résultats préliminaires ne tenant pas compte du nord, s'est élevée à 47,83 %.

Mais à Mitrovica-Nord, de l'autre côté de la rivière Ibar qui coupe la ville en deux, les opérations de vote ont été brutalement interrompues. Vers 17 heures, des hommes masqués ont agressé le personnel de trois bureaux installés dans une école et deux lycées, détruisant les urnes. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a aussitôt retiré ses

observateurs des bureaux de vote, pour raisons de sécurité.

Les véhicules de la mission civile européenne Eulex, qui accompagnaient les observateurs chargés des urnes en provenance de Zvečan, Leposavic et Zubin Potok, ont été la cible de jets de pierres. La participation, dans ces deux dernières communes, s'était élevée à 22 %.

Pendant la journée, à Mitrovica-Nord, des hommes menaçants ont insulté les habitants qui avaient décidé de voter. Interrogé par téléphone, Olivier Ivanovic, candidat modéré pour le poste de maire de Mitrovica-Nord, rejette la responsabilité des violences sur des « éléments extérieurs » conviés par des activistes serbes locaux. Des éléments nationalistes qui seraient proches du Parti démocratique de Serbie (DSS). « Ils insultaient tout le monde, y compris ma famille, mes amis. Beaucoup de gens ont décidé d'aller voter quand la nuit est tombée, car ils avaient peur avant. » Olivier Ivanovic estime que le scrutin au nord ne peut être validé.

Les activistes serbes locaux, partisans d'une ligne dure et d'un boycottage, jugeaient le vote illégitime : il était organisé – une première depuis 2008 dans cette partie du pays – dans le cadre de la loi électorale kosovare. Un début de reconnaissance de souveraineté qui ne dit pas son nom.

Les nationalistes n'accordent

### A Mitrovica-Nord, des hommes menaçants ont insulté les habitants qui avaient décidé de voter

aucune crédibilité à l'Association des municipalités serbes du nord qui doit voir le jour, estimant que les Serbes perdront leurs pouvoirs en matière de justice et de police. Cette Association doit remplacer progressivement les fameuses « structures parallèles » serbes, dénoncées par Pristina. Leur dispa-

ration est exigée par l'Union européenne, avant toute avancée sur la voie de l'intégration.

Pourtant, la Serbie avait appelé la population locale (quelque 40 000 Serbes) à se rendre aux urnes. Ces incidents auraient-ils pu être évités, avec davantage de pressions du gouvernement serbe ? Le premier ministre, Ivica Dacic, a dénoncé les agissements « d'extrémistes de droite qui mettent en danger la survie des Serbes du Kosovo. » Mais Olivier Ivanovic, à Mitrovica, reproche à Belgrade de « ne pas avoir envoyé un message clair à la population locale sur le fait qu'il ne leur arriverait rien s'ils participaient à l'élection. »

Cet échec ne remet pas en cause l'idée d'une normalisation entre la Serbie et son ancienne province, indépendante depuis 2008. Mais la mise en œuvre de l'accord historique signé en avril entre les deux gouvernements, sous l'égide de Bruxelles, paraît plus complexe que jamais. ■

P. SM.

## Walid Danguir, 32 ans, meurt une heure après son interpellation à Tunis

La torture policière et les mauvais traitements en prison perdurent en Tunisie

Aucun médecin n'étant disponible ce dimanche 3 novembre, l'avocate Radhia Nasraoui, présidente de l'Organisation contre la torture en Tunisie, a fait venir in extremis un photographe avant que le corps de Walid Danguir soit enterré. L'homme, âgé de 32 ans, est mort des suites des mauvais traitements infligés par des policiers à l'issue de son interpellation, le 1<sup>er</sup> novembre, dans un quartier de Tunis. Des pratiques héritées de l'ancien régime qui perdurent en Tunisie, premier pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à avoir adopté, le 9 octobre, le principe de la création d'une Autorité nationale de prévention de la torture après avoir ratifié, en juin 2011, le protocole de la Convention des Nations unies contre la torture.

Lundi, le ministère de l'intérieur a annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire et administrative pour déterminer les circonstances exactes de la mort de Walid Danguir. Le rapport d'autopsie n'a toujours pas été rendu public. Mais pour Radhia Nasraoui, il ne fait aucun doute que l'homme « a été torturé le plus sauvagement du monde ».

### Le « dialogue national » suspendu

Les pourparlers entre le gouvernement tunisien, dominé par le parti islamiste Ennahda, et l'opposition ont échoué, lundi soir 4 novembre, date limite fixée dans le cadre d'un « dialogue national » engagé le 25 octobre pour nommer un nouveau chef de gouvernement. L'actuel premier ministre, Ali Larayedh (Ennahda), s'était engagé par écrit à céder la place à un indépendant pour sortir la Tunisie d'une profonde crise politique, mais aucun consensus ne s'est dégagé.

« J'ai été appelé par la famille quand elle a récupéré le corps, raconte cette militante des droits de l'homme encore sous le choc. J'ai vu le cadavre avec des traces horribles, des dents cassées, le crâne comme défoncé, du sang qui s'était écoulé du nez et des oreilles... Il avait une grosse bosse derrière l'oreille, et des traces bleues au niveau des poignets, des chevilles et derrière les genoux, comme s'il avait subi la torture du poulet rôti », une pratique qui consiste à ficeler la victime et à la faire tourner sur elle-même. Zied Ben Taleb, le photographe qui a pris les clichés, confirme : « Il a reçu des coups très graves, il a dû être tiré ou accroché. »

### Impunité

Recherché pour usage et trafic de cannabis et association de malfaiteurs, Walid Danguir a tenté de fuir sur sa moto, quand il a été interpellé par la police en fin d'après-midi le 1<sup>er</sup> novembre, à proximité du quartier de Bab Jedid où il réside. Une heure après, sa famille recevait un appel du poste de police où il avait été emmené annonçant son décès.

Les photos prises par Zied Ben Taleb ont, depuis, fait le tour des réseaux sociaux. Mais rares sont les personnalités qui ont réagi, à l'exception de quelques-unes dont Maya Jribi, secrétaire générale du parti Al-Joumhouri, qui a fait part de son indignation sur sa page Facebook, s'attirant en retour des commentaires fort peu amènes. Selon M<sup>me</sup> Nasraoui, l'Organisation contre la torture en Tunisie reçoit « des plaintes de manière continue » pour torture, surtout dans les prisons. « Cette pratique ancrée n'a jamais disparu et l'impunité persiste », accuse-t-elle. Dans une quasi-indifférence. ■

ISABELLE MANDRAUD

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Le Mouvement du 23 mars annonce la fin de sa rébellion

KAMPALA. La direction politique du Mouvement du 23 mars (M23) a annoncé, mardi 5 novembre, qu'elle mettait un terme à sa rébellion. Ce communiqué signé depuis Kampala pourrait ouvrir la voie à la signature d'un accord de paix avec Kinshasa. Les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) avaient auparavant annoncé avoir remporté une « victoire totale », affirmant que les derniers rebelles avaient fui vers le Rwanda voisin. « Runyoni et Chanzu sont tombées, on a fini le travail », a affirmé le lieutenant-colonel Olivier Amuli, un porte-parole de l'armée pour la province du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC. Le M23 « a pris la poudre d'escampette », a ajouté, sous couvert d'anonymat, un officier des Forces armées de la RDC (FARDC). Le M23, né d'une mutinerie d'anciens rebelles, essentiellement tutsi, semble avoir été lâché par le Rwanda et l'Ouganda, les deux pays accusés par les Nations unies de le soutenir. — (AFP) ■

## Au Caire, le procès du président déchu Mohamed Morsi a été ajourné

L'ancien chef d'Etat égyptien est apparu pour la première fois en public depuis son éviction

Le Caire  
Correspondance

Il faut se battre pour l'apercevoir, se frayer un chemin entre les gorilles de la sécurité et la cohorte de journalistes qui se rue sur les grilles à son arrivée. De l'autre côté du box, Mohamed Morsi affiche un calme insolent. La scénographie est travaillée. Vêtu d'un costume sombre, le président déchu est seul face à ses juges, les mains jointes, décontracté et souriant. Ses six coaccusés, habillés du costume blanc de prisonnier, tournent le dos aux magistrats, dans un geste d'affront délibéré.

Renversé par l'armée le 3 juillet, Mohamed Morsi a fait, lundi 4 novembre au tribunal du Caire, sa première apparition publique après quatre mois de détention au secret, donnant le ton immédiatement. « Je suis le président de la République, ce procès est illégitime. Je ne reconnais pas un tribunal qui tient son autorité d'un coup d'Etat », assène-t-il alors que le juge tente de couvrir sa voix en lisant les noms des accusés et les chefs d'accusation.

Fin novembre 2012, Mohamed Morsi s'octroyait par décret présidentiel les pleins pouvoirs, au-delà de la supervision judiciaire. Quelques jours après cette déclaration constitutionnelle, des affrontements éclatent devant le palais présidentiel entre milices des Frères musulmans et anti-Morsi, faisant au moins 10 morts au total dans les deux camps et des centaines de blessés. Des événements sanglants pour lesquels le président déchu comparait, accusé d'« incitation au meurtre de manifestants ». Six autres cadres de la confrérie, dont son directeur de cabinet, Ahmed Abdel-Ati, et le dernier arrêté en date, Essam Al-Arian, vice-président du Parti de la liberté et de la justice, appareil politique des Frères, sont à ses côtés sur le banc des accusés. Sept autres sont en cavale, toujours recherchés par la police.

Le premier jour de ce procès historique, celui du premier président civil et élu de l'Egypte moderne, s'est tenu dans un semi-huis clos, les journalistes étant autorisés à



Capture d'écran d'une vidéo montrant Mohamed Morsi à son arrivée au tribunal, le 4 novembre, au Caire. AP

assister au procès, mais sans caméra, ni enregistreur, ni téléphone. Des images tournées par la télévision d'Etat ont été retransmises en différé. L'audience a lieu à l'Académie des officiers de police, un vaste complexe placé sous haute surveillance, aux portes du désert. Pour éviter tout rassemblement de pro-Morsi, des points de contrôles policiers jalonnaient les derniers kilomètres de route jusqu'à l'enceinte du bâtiment. Mêmes précautions à l'intérieur : les gardes chargés d'assurer le bon déroulement du procès étaient au moins aussi nombreux que la centaine de journalistes et d'avocats réunis.

Pourtant, la séance a vite tourné à la foire d'empoigne. Les avocats de la défense, ayant obtenu la veille au soir leur autorisation d'assister à l'audience et le dossier d'accusation du parquet, sont arrivés à cran. A l'arrivée des accusés, certains ont levé la main, le pouce replié, les quatre doigts tendus, geste de ralliement des pro-Morsi. Une attitude jugée provocatrice par les avocats des victimes. Une bagarre a très vite éclaté tandis que plusieurs journalistes sortaient de leur réserve. Faisant, avec

la main, le geste du couteau qui égorge, ils demandaient aux juges la peine capitale pour Mohamed Morsi et ses coaccusés, qu'ils jugent responsables de la mort de l'un de leurs confrères, Al-Hossein Abou Deif, en décembre 2012.

Au bout de deux heures agitées, les juges ont été contraints de suspendre la séance, pour finalement ajourner le procès. En cause : le refus de Mohamed Morsi de pren-

### Le refus du président déchu de prendre un avocat pour assurer sa défense a contraint les juges à reporter le procès au 8 janvier

dre un avocat pour assurer sa défense. Le droit pénal égyptien autorise un accusé à se défendre seul, mais en la présence d'un juriste. Sans ce dernier, le procès ne peut avoir lieu. « Mohamed Morsi ne reconnaît pas la légitimité de ce procès. En tant que président de la République, il doit être jugé selon les dispositions prévues par la Constitu-

tion, texte approuvé par 63% d'Egyptiens par référendum sous son mandat », précise Selim Al-Awa, l'un des avocats de la défense, présent à l'audience. « Refuser de prendre un avocat, c'est refuser le procès, c'est refuser le coup d'Etat », poursuit le juriste, qui s'est entretenu pendant la pause durant une vingtaine de minutes avec le président déchu, une première depuis son arrestation en juillet.

« Mohamed Morsi assure avoir été bien traité durant sa détention. Lui-même ne sait pas où il a été incarcéré. Il a été transporté au tribunal les yeux bandés. Il est plus combatif que jamais », raconte Selim Al-Awa, qui a proposé en fin d'audience ses services au président déchu. Jusqu'au-boutiste, Mohamed Morsi a refusé. « Il a jusqu'au 8 janvier, date de la prochaine audience, pour se choisir un avocat. S'il persiste, la cour lui en désignera un commis d'office », explique Ziad Abdel Tawab, avocat de l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme. A l'issue de la séance, Mohamed Morsi a été transporté à la prison de Borg Al-Arab, à Alexandrie. ■

MARION GUÉNARD

## La mort de Jameh Jameh réveille les fantômes du Liban

Le chef syrien, mort le 17 octobre, est accusé d'actes de torture pendant l'occupation syrienne

Beyrouth  
Correspondance

C'est un soir d'hiver, fin 1992. Elias Tanios, 31 ans, joue au poker dans une maison de Tallet Al-Khayat, à Beyrouth, quand on frappe à la porte : des militaires syriens. Ils embarquent les joueurs. Direction le Beau Rivage, l'immeuble où les Syriens, qui occupent le Liban depuis 1976, ont établi le QG de leurs services de renseignement dans la capitale. A deux pas de la plage de Ramlet Al-Baida, dans le centre d'interrogation, Elias Tanios, policier et ex-partisan des Kataëb (droite chrétienne), va être soumis aux pires sévices pendant deux jours. « Jameh Jameh m'a torturé de ses propres mains », affirme cet homme au visage éprouvé. Il sera détenu huit ans en Syrie.

Son bourreau du Beau Rivage a été abattu à Deir Ezzor le 17 octobre. Il dirigeait le renseignement dans la grande ville de l'est de la Syrie. Plusieurs groupes, dont le Front Al-Nosra, ont revendiqué sa mort dont les conditions restent obscures. Mais pour certains médias arabes, Jameh Jameh pourrait tout aussi bien avoir été liquidé par le régime.

Né en 1954 à Jableh, une ville côtière au pied de la montagne

alaouite, le tortionnaire syrien a emporté avec lui des secrets du Liban, où il a officié pendant plus de vingt ans. D'abord nommé dans la plaine de la Bekaa, il prend la tête du Beau Rivage dans les années 1980, et devient l'adjoint de Rustom Ghazali, chef du renseignement syrien au Liban de 2002 à 2005.

Il sera interrogé dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri en 2005. Jameh Jameh porte la responsabilité des tortures et de la mort de nombre de Libanais, musulmans ou chrétiens, au Beau Rivage. Leur nombre n'est pas connu ; ils ont subi des sévices à cause d'un mot trop haut à un barrage, de la délation d'un voisin envieux ou de leur appartenance à un parti antisyrrien.

### Disparitions forcées

« Les Syriens avaient une grille d'évaluation assez grossière : un musulman sunnite du Nord ? Un islamiste. Un chrétien ou un chiite du Sud ? Un collaborateur avec Israël. Et ainsi de suite. Jusqu'en 1990, il y a eu des centaines de disparitions forcées vers la Syrie », explique Wadih Al-Asmar, secrétaire général du Centre libanais pour les droits humains. Selon des estimations, plus de 600 Libanais seraient encore détenus en Syrie.

« Jameh Jameh a été un symbole de la torture et de l'agression syrienne au Liban », poursuit Antoine Harb, ancienne victime du Beau Rivage. En 2005, lors du départ à la hâte des services syriens au terme de près de trente ans d'occupation, ce cadre du Courant patriotique libre (CPL), mené par le général Aoun, allié du Hezbollah depuis 2006) est revenu sur les lieux, « en tremblant ».

Il y fut détenu dix jours en 1994, dans une cellule plongée dans le noir : « J'ai cru que j'allais mourir. » Dix jours de torture pour lui arracher des « aveux » sur une attaque antisyrienne. « Depuis que j'étais enfant, j'entendais des histoires macabres à propos des services syriens. Quand ils m'ont torturé, j'ai pensé : "Je sais pourquoi on vous hait, vous êtes des gens anormaux, pas juste les occupants et les pillards du Liban" », raconte M. Harb, qui juge aujourd'hui plus « dangereux » les rebelles islamistes que le régime syrien.

Le dixième jour, il est conduit à un bureau. Il croit sa dernière heure arrivée. Un officier le met en garde : « La Syrie est votre destin au Liban. La Syrie ne sera pas insultée. Si tu restes au pays, tais-toi et cesse la politique. » Le jeune professeur de 27 ans coordonne déjà le mouvement étudiant aouniste, hosti-

le à l'occupation syrienne. On souffre à Antoine Harb que le militaire qui l'a menacé est Jameh Jameh ; il n'en aura la certitude que des années plus tard, en voyant sa photo dans un journal.

Gaillard musclé de 48 ans, Rachid Mirhom a été passé à tabac en 1986. Deux ans plus tard, il est arrêté dans la Bekaa, torturé à Anjar, puis emprisonné à Mazzé, en Syrie, jusqu'en 1998. « Le Beau Rivage, c'était un centre de tri ; Anjar, c'était l'enfer sur terre. Au Beau Rivage, les Syriens me suspectaient d'être avec Yasser Arafat. A Anjar, ils m'ont accusé de collaboration avec Israël. »

Reconverti en électricien, Elias Tanios a porté plainte en 2010, dix ans après sa libération de Mazzé, contre Jameh Jameh et trois autres officiers syriens. Malgré la mort du bourreau, Il espère que justice sera rendue : « D'autres responsables sont encore en vie. »

Si elle a ravivé des plaies, la disparition de Jameh Jameh a peut-être soulagé les responsables libanais qui ont collaboré à l'occupation syrienne jusqu'en 2005. « Ils mangeaient comme des chiens dans la main des Syriens », dit Rachid Mirhom. Avant, pour certains, d'embrasser la cause antisyrienne. ■

LAURE STEPHAN

MONDE  
diplomatique

www.monde-diplomatique.fr

NOVEMBRE 2013

DIPLOMATIE

La Russie  
regagne son rang



Chez votre marchand de journaux  
28 pages. - 5,40 €

"ELLE SURPASSE SES RIVALES"

*L'Automobile Magazine*

"AMBITION DÉVORANTE"

*L'argus*

"UN JOLI COUP DE GRIFFE"

*L'auto-journal*

"LA NOUVELLE RÉFÉRENCE"

*L'Automobile Magazine*



BETC Automobiles PEUGEOT 550 144 503 RCS Paris.

NOUVELLE PEUGEOT 308  
**N°1** DES VENTES  
SUR SON SEGMENT\*



BV Cert. 6033703

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Consommation mixte (en l/100 km) : de 3,7 à 5,8\*\*. Émissions de CO<sub>2</sub> (en g/km) : de 95 à 134\*\*.

\* Nouvelle Peugeot 308 n° 1 des ventes sur le segment des berlines compactes en France en octobre 2013 (Source : immatriculations VP France AAA octobre 2013).

\*\* Avec pneumatiques de 17" ou 18" selon les motorisations.

**NOUVELLE PEUGEOT 308**

MOTION & EMOTION



PEUGEOT

# La liste noire des sites les plus pollués de la planète

Les conséquences sanitaires sont dévastatrices, particulièrement en Russie et en Indonésie

Intoxications des habitants aux métaux lourds, pollutions de l'environnement par des hydrocarbures, des substances toxiques ou radioactives : le palmarès publié, mardi 5 novembre, par la branche suisse de Green Cross et Blacksmith Institute, deux organisations non gouvernementales dont la première a été créée par Mikhaïl Gorbatchev, n'a rien du hit-parade pour magazines de tourisme. Bien au contraire, il « distingue » les dix sites de la planète où l'impact sanitaire de pollutions d'origine industrielle est le plus important.

Trois de ces sites sont situés en Afrique, autant dans l'Est de l'Europe et en Asie, la liste étant complétée par un cas argentin. La Russie et l'Indonésie y sont mentionnées à deux reprises, alors que la Chine en est absente. Quatre sites figuraient déjà dans le précédent classement, établi en 2007 : Dzerjinsk

et Norilsk, en Russie, Tchernobyl, en Ukraine, et Kabwe, en Tanzanie.

Le premier fut un centre majeur de production d'armes chimiques à l'époque soviétique. Trois cent mille tonnes de déchets toxiques y auraient été enfouies entre 1930 et 1998, sur des sites parfois mal identifiés. L'espérance de vie dans cette ville de 250 000 habitants, longtemps interdite aux étrangers, était en 2006 de 42 ans pour les hommes et de 47 ans pour les femmes, soit de vingt ans inférieure à la moyenne nationale, selon une étude citée par le rapport. « Les nappes d'eau sont impropres à la consommation », affirme Dmitri Levachov, de l'association écologiste Eco Dzerjinsk.

Ancien goulag, Norilsk est l'un des plus grands centres de production de nickel au monde. La forêt a disparu dans un rayon de trente kilomètres autour de la ville. A Kabwe, où le plomb a été exploité



Sur le site russe de Dzerjinsk, gravement pollué par les métaux lourds et la chimie, rien n'a bougé depuis 1997, date de ce cliché. SERGEI KARPUKHIN/AP

et fondu pendant près d'un siècle sans précautions particulières, des concentrations du métal dans le sang des enfants atteignant jusqu'à quarante fois la limite recommandée ont été détectées.

Si l'accident nucléaire de 1986 vaut à Tchernobyl de figurer dans ce « palmarès », Fukushima y échappe... pour l'instant. « La dimension sanitaire de la catastrophe reste à appréhender, estime Stephan Robinson, de Green Cross Switzerland. Ses effets sur la santé humaine ne seront visibles que

dans quelques années. Et à la différence de Tchernobyl, la population a pu être évacuée. »

Le principal critère retenu pour établir ce classement est en effet l'importance de l'impact sanitaire sur les populations. Ce « top 10 » se veut un « instantané » destiné à sensibiliser la communauté internationale aux dégâts humains provoqués par des pollutions industrielles localisées. La pollution atmosphérique diffuse n'est ainsi pas prise en compte.

Les auteurs du classement, s'ils affirment se baser sur « un protocole standardisé », reconnaissent avoir laissé une place à la subjectivité. Si Agbogbloshie, quartier d'Accra, capitale ghanéenne, contaminé par le démantèlement sauvage des vieux équipements électroménagers venus d'Europe, et Kalimantan, la partie indonésienne de Bornéo, empoisonnée par le mercure utilisé par les orpailleurs, y figurent, c'est qu'au-delà des chiffres bruts, ils incarnent deux sources de pollution particulièrement dévastatrices au niveau mondial.

Le recensement effectué pour aboutir à ce palmarès se veut beaucoup plus complet que pour la précédente édition. Plus de 2 000 sites, répartis dans 49 pays, ont été étudiés. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale ont été volontairement ignorées, car ces régions du monde ont délocalisé leurs industries les plus pol-

luantes. Les fabricants italiens de chaussures importent du cuir provenant de tanneries situées en Asie, qui utilisent du chrome hexavalent, entraînant de graves contaminations, comme à Hazaribagh, au Bangladesh, autre site figurant dans le classement.

L'enquête évalue à 200 millions le nombre de personnes potentiellement victimes de pollutions d'origine industrielle dans les 49 pays étudiés et rappelle que, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 23% des décès dans les pays en développement sont attribuables à des facteurs environnementaux. « Le manque de res-

sources nécessaires dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires aggrave les effets sanitaires des pollutions tout en marginalisant ceux qui ont le plus besoin d'aide », affirment les auteurs.

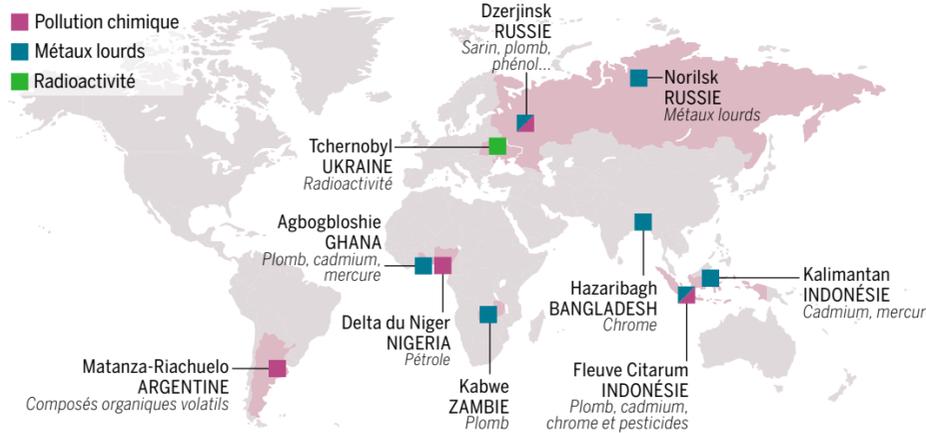
Au-delà du constat, forcément peu réjouissant, Stephan Robinson estime que des progrès ont été effectués en terme de prise de conscience et de mobilisation. La convention de Minamata sur le mercure a été signée les 10 et 11 octobre par 91 pays. Longtemps indifférent, le gouvernement russe s'approprierait à lancer un plan fédéral de décontamination des sites pollués – dont celui de Dzerjinsk – doté de 100 milliards de roubles (2,3 milliards d'euros).

« Au-delà du manque de moyens, le problème que l'on rencontre le plus fréquemment est l'absence de stratégie nationale et d'infrastructures de gestion des déchets toxiques », note l'expert de Green Cross Switzerland. Il est difficile d'espérer quoi que ce soit quand les autorités ne savent même pas répondre à des questions basiques sur ce qu'elles comptent faire de ces déchets ou terres polluées. » Des sites figurant au classement de 2007, un seul peut être aujourd'hui considéré comme décontaminé, selon le rapport : celui de Paraiso de Dios, en République dominicaine, où des entreprises de recyclage de batteries automobiles avaient provoqué un empoisonnement de la population au plomb. Mais, d'après des associations de riverains, ces mêmes entreprises sont désormais installées dans des quartiers voisins, où elles ont repris leurs activités, sans plus de contrôles que par le passé. ■

GILLES VAN KOTE AVEC  
JEAN-MICHEL CAROIT  
(À SAINT-DOMINGUE)  
ET MARIE JÉGO (À MOSCO)

## Les métaux lourds, principaux responsables

LES DIX SITES LES PLUS POLLUÉS DU MONDE EN 2013



SOURCE : GREEN CROSS SUISSE ET BLACKSMITH INSTITUTE

## En 2006, l'espérance de vie à Dzerjinsk était de vingt ans inférieure à la moyenne nationale

sources nécessaires dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires aggrave les effets sanitaires des pollutions tout en marginalisant ceux qui ont le plus besoin d'aide », affirment les auteurs.

Au-delà du constat, forcément peu réjouissant, Stephan Robinson estime que des progrès ont été effectués en terme de prise de conscience et de mobilisation. La convention de Minamata sur le

## Le Sud et le Nord désormais responsables à part égale du réchauffement climatique

La Chine, premier contributeur, représente 29 % des émissions totales de CO<sub>2</sub>, contre 16 % pour les Etats-Unis et 11 % pour l'Europe

C'est un basculement historique qui pèsera sur les négociations climatiques à venir. Et alimentera les débats des représentants des près de 200 gouvernements attendus à Varsovie, du 11 au 22 novembre, pour la 19<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le changement climatique.

Les émissions cumulées de gaz à effet de serre des pays en développement depuis 1850 – c'est-à-dire le début de la révolution industrielle – sont en passe de rattraper celles des pays développés. Et, bientôt, de les dépasser. C'est ce que montre une étude que viennent de publier la PBL Netherlands Environmental Assessment Agency (un institut public spécialisé dans l'analyse des politiques environnementales) et le Centre de recherche commun de la Commission européenne.

La nouveauté de ce travail est, en couvrant une période de plus d'un siècle et demi, de mesurer, dans le réchauffement planétaire d'origine anthropique, le poids historique des différentes économies, réparties entre développées ou en développement, sans isoler les émergentes. En 2010, la responsabilité en revenait encore, majoritairement, aux pays riches, à l'origine de 52% des émissions totales de gaz à effet de serre. En tête : Etats-Unis (18,6%), Union européenne (17,1%), Russie (7,2%) et Japon (2,8%). Les pays du

Sud, eux, en représentaient 48%, imputables principalement à la Chine (11,6%), à l'Indonésie (4,8%), à l'Inde (4,1%) et au Brésil (3,9%).

Or les projections indiquent que, « dans la décennie en cours, la part des émissions historiques cumulées des pays en développement surpassera celle des pays développés ». En 2020, elle devrait atteindre 51% du total.

Ce revirement spectaculaire s'explique bien sûr par la récente montée en puissance des économies émergentes – singulièrement de la Chine –, accompagnée d'une exploitation croissante d'énergies fossiles. Jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les rejets de gaz à effet de serre restaient massivement le fait des Etats-Unis et de l'Europe. Mais, au cours des deux dernières décennies, la Chine les a rejoints. Et, au rythme actuel, l'empire du Milieu sera, sur la période 2010-2030, le plus gros émetteur, et de très loin.

### Pause « remarquable »

Cette mise en perspective éclaire une autre étude, menée par les deux mêmes organismes, sur les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> en 2012. Celles-ci ont atteint un nouveau record, de 34,5 milliards de tonnes. La hausse par rapport à 2011, de 1,1%, marque un net ralentissement en regard du rythme annuel moyen d'augmentation

sur la décennie passée, presque trois fois supérieur. Une pause d'autant plus « remarquable » que l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,5%, soulignent les auteurs, pour qui elle traduit « un changement vers un usage moins intensif des ressources fossiles, un recours accru aux énergies renouvelables et davantage d'économies d'énergie ».

Toutefois, ce résultat encourageant pour l'environnement ne gomme pas des motifs d'inquiétude. Ils viennent principalement, là encore, de la Chine, qui pèse désormais pour 29% dans les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> (contre 16% pour les Etats-Unis et 11% pour l'Europe). Alors que les Etats-Unis ont réduit leur empreinte carbone de 4% (notamment grâce au remplacement du charbon par le gaz de schiste), et l'Europe de 1,6%, celle de la Chine a crû de 3%, en-deçà, il est vrai, des 10% de moyenne annuelle de la décennie écoulée.

Mardi 5 novembre, à la veille de la Conférence de Varsovie, le Programme des Nations unies pour l'environnement a une nouvelle fois alerté les gouvernements. Le bilan annuel montre que l'écart entre la trajectoire suivie par les émissions de CO<sub>2</sub> et celle qui permettrait de limiter à 2°C le réchauffement ne cesse de s'amplifier. ■

PIERRE LE HIR

## L'Europe demande timidement aux Etats de limiter l'usage des sacs en plastique

Chaque année, 8 milliards de poches viennent polluer mers et sols

Bruxelles  
Bureau européen

La Commission européenne veut tenter d'enrayer le fléau écologique que représente la dissémination dans la nature des sacs en plastique à usage unique. « Un problème mondial très grave et d'une grande visibilité », a estimé, lundi 4 novembre, le commissaire à l'environnement, Janez Potocnik, qui présentait un projet visant à faire pression sur les pays membres de l'Union européenne pour qu'ils réduisent la consommation des sacs légers d'une épaisseur inférieure à 0,05 mm.

Selon Bruxelles, qui se fonde sur des décomptes de 2010, 98,6 milliards de ces sacs – d'origine chinoise pour la plupart – sont mis sur le marché chaque année et 8 milliards d'entre eux vont polluer les mers et les sols, formant « un nouveau continent de déchets », selon M. Potocnik.

Les côtes orientales de la Méditerranée, le golfe de Gascogne, le canal de Sicile – entre l'Italie et la Tunisie –, la mer du Nord et la mer Celtique (au sud de l'Irlande, sur la façade ouest de la Bretagne) souffrent particulièrement de ce fléau.

Les sacs représentent 70% des déchets ramassés en mer au large de Nice et de Marseille ; plus de 90% des oiseaux de la mer du Nord ingèrent du plastique. Les

experts estiment que 267 espèces au total souffrent de la présence de sacs plastique dans les mers et les océans. Certaines sont en danger, comme les albatros ou diverses variétés de tortues.

Invitée depuis 2011 par les ministres de l'environnement à présenter un projet, la Commission a beaucoup consulté mais ne tranche pas – principe de subsidiarité oblige. Elle laisse aux différentes capitales le soin d'élaborer leurs propres projets et stratégies. Si

### Certaines espèces, tels les albatros et les tortues de mer, sont mises en danger par l'ingestion de sacs

ceux-ci devaient ne pas être convaincants, des mesures plus contraignantes pourraient suivre.

Bruxelles ne choisit donc pas entre taxation, restriction de commercialisation et éventuelle interdiction, mais désigne bons et mauvais élèves. Parmi les premiers, l'Irlande, qui a imposé une taxe de 50 centimes d'euro par sac, faisant chuter l'utilisation de 92% des sacs jetables en un an, ainsi que le Danemark et la Finlande, où chaque consommateur n'utilise pas plus de 4 sacs par an. Les cancrese se

situent presque tous à l'Est : Polonais, Hongrois, Slovénes ou Slovaques utilisent annuellement près de 500 sacs annuels. Au sud, Chypriotes et Portugais ne font guère mieux. En France, on recense 90 sacs par habitant alors que la moyenne européenne est d'environ 200.

Prisonnière de ses propres règles, dont celles du marché unique, la Commission insiste sur le fait que les Etats qui envisageraient une interdiction pure et simple ne doivent pas entraver le commerce ou introduire une discrimination entre types de sacs.

L'Italie a décrété une interdiction à partir de 2011, l'Espagne l'envisage en 2018, la France en étudie l'hypothèse. Pour la Fondation Surfrider, seul le banissement mettra fin à la prolifération des sacs dans l'environnement. La fondation assure avoir reçu le soutien de dix Etats, de quinze eurodéputés et de 20 000 citoyens.

Le groupe des Verts européens estime que le projet de M. Potocnik est « une occasion ratée » parce qu'il s'en remet « au bon vouloir des Etats ». Le commissaire doit, en tout cas, encore récolter l'assentiment des capitales. Si son texte est approuvé, il devra être transposé dans les législations nationales un an plus tard et traduit en actes dans un délai de vingt-quatre mois. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS